



Numéro 2
MAI 2013

La Direction de santé publique de l'Outaouais (DSPO) est heureuse de présenter ce bulletin sur l'*Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants, 2011-2014 (ICIDJE)* dans la région. Il s'agit d'un projet d'enquête et d'intervention entrepris de manière concertée par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le ministère de la Famille, Avenir d'enfants et l'Institut de la statistique du Québec. Le but de l'ICIDJE est de « soutenir le développement des enfants québécois de 0 à 5 ans et mieux préparer leur entrée au premier cycle du primaire et leur réussite scolaire en s'appuyant sur la mesure de leur état de développement à la maternelle à partir de données d'enquête ».

Source: MSSS, Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants 2011-2014 - Projet d'enquête et d'intervention

Ce bulletin traite spécifiquement du premier volet de l'ICIDJE, c'est-à-dire le volet Enquête.

L'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)*, aussi connu sous le nom de « Bientôt le grand saut », a permis de recueillir de l'information sur le niveau de développement des enfants québécois inscrits à la maternelle « 5 ans » lors de l'année scolaire 2011-2012. Cette information vient combler un besoin prioritaire car plusieurs domaines du développement de l'enfant restent peu ou mal connus avec les sources de données d'enquêtes officielles habituelles.

L'*instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE)*, utilisé dans l'EQDEM, a permis d'évaluer cinq grands domaines du développement jugés importants lors de l'entrée à la maternelle : la santé physique et le bien-être, les compétences sociales, la maturité affective, le développement cognitif et langagier, ainsi que les habiletés de communication/connaissances générales.

Cet instrument est une adaptation de l'*Early Development Instrument (EDI)* qui est utilisé ailleurs au Canada et dans plusieurs pays. **Il permet de voir dans quelle mesure les groupes d'enfants sont disposés à entreprendre leur apprentissage en milieu scolaire.**

Le premier domaine du questionnaire, sur la *santé physique et le bien-être*, vise à recueillir de l'information sur la motricité fine/globale et la préparation physique pour l'école (l'alimentation, l'habillement, la propreté, l'éveil). Le second, sur les *compétences sociales*, vise plutôt à documenter des aspects comme la responsabilisation, le respect, la curiosité, la confiance en soi et les styles d'apprentissage. Le troisième domaine, sur la *maturité affective*, fait surtout référence aux comportements prosociaux, aux comportements craintifs et anxieux, aux comportements agressifs et à l'hyperactivité. Le quatrième domaine, le *développement cognitif*, mesure essentiellement les habiletés en numératie et en littératie. Le cinquième et dernier domaine porte sur les *habiletés de communication et les connaissances générales*, on l'associe entre autres à la capacité à communiquer de façon à être compris et à la capacité à comprendre les autres.

Il sera donc possible d'établir dans la région de l'Outaouais la proportion d'enfants qui sont **vulnérables** dans l'un ou l'autre des domaines mentionnés ci-dessus.

Proportion d'enfants vulnérables: réfère aux enfants susceptibles d'être moins bien outillés que les autres pour profiter pleinement de ce que l'école peut leur offrir.

Les proportions seront également disponibles pour certains découpages territoriaux plus fins, soit ceux du réseau de la santé (CSSS et CLSC), du réseau municipal (MRC) et du réseau scolaire (commissions scolaires). Ces données permettront de mettre en place une surveillance des domaines reliés au niveau de développement des enfants inscrits à la maternelle. Ainsi, l'enquête sera répétée dans 5 ans et elle permettra de suivre l'évolution régionale et locale des proportions d'enfants considérés comme vulnérables.

Au plaisir de vous retrouver avec une troisième édition du bulletin d'information.

L'équipe de l'ICIDJE de la DSPO, Stéphanie Leclerc, Jacques Marleau et Marcella Kafka en concertation avec les partenaires régionaux du groupe de travail ICIDJE de l'Outaouais.

